



Communiqué de presse

L'Etat laisse les demandeurs d'asile à la rue: des ONG vont-elles devoir dresser un camp de réfugiés en plein coeur de Bruxelles ?

Bruxelles, le 13 novembre 2009. Depuis des mois, la crise de l'accueil des demandeurs d'asile persiste et s'aggrave. A ce jour, plus de 900 demandeurs d'asile se retrouvent sans place d'accueil et sont envoyés à la rue, à l'approche de l'hiver. Pendant ce temps, les différents Ministères et Ministres concernés se rejettent la responsabilité sans trouver de solutions acceptables.

Face à un manque évident de volonté politique, les ONG - le CIRÉ, Vluchtelingenwerk Vlaanderen, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières et Caritas International - s'appêtent à ouvrir **un camp de réfugiés** (sous tentes) pour éviter que des personnes qui ont légalement demandé l'asile en Belgique ne doivent dormir dehors.

« Pour Médecins Sans Frontières, il est inacceptable de devoir envisager l'ouverture d'un **camp de réfugiés** – similaire à ceux que nous mettons en place dans des situations de guerre ou de catastrophes naturelles – en plein coeur de la capitale de l'Europe », souligne Christopher Stokes, Directeur général de Médecins Sans Frontières. Le fait que les ONG doivent mettre à disposition ce type de camp est un cas de force majeure et démontre **l'urgence de la situation** à laquelle nous nous apprêtons à répondre par une solution d'urgence. Ce n'est pas aux ONG de suppléer aux manquements d'un Etat qui a les moyens et l'obligation légale de prendre en charge cette population durant l'examen de la procédure d'asile.

Comment en est-on arrivé là ?

Chaque jour, des hommes, des femmes et des enfants arrivent chez nous, pour demander l'asile en Belgique. La plupart d'entre eux fuyant des contextes en guerre. Ces personnes ont **droit** à un accueil digne. Ces conditions d'accueil représentent une obligation légale, définie par l'Union européenne pour ses Etats membres, dont la Belgique. Vu le manque de places dans les structures d'accueil, 1300 demandeurs d'asile sont actuellement hébergés à l'hôtel. Mais depuis trois semaines, il n'y a plus de places et plus de **900 demandeurs d'asile** se retrouvent ainsi **sans place d'accueil** et sont tout simplement renvoyés à la rue.

Les ONG ont interpellé le monde politique à de nombreuses reprises. Des moyens ont été débloqués pour ouvrir de nouvelles places d'accueil en juillet 2010. **Mais d'ici-là, comment la Belgique accueille-t-elle les demandeurs d'asile?** Des sites temporaires ont été identifiés (entre autres des casernes militaires), mais une série de blocages et un manque de volonté politique empêchent ces sites d'être réquisitionnés.

Le camp de réfugiés envisagé par les ONG ne constitue pas une solution au problème, même de manière temporaire. C'est au gouvernement de mettre à disposition des places pour accueillir les centaines de personnes à la rue et celles qui se trouvent dans les hôtels. Les ONG appellent le Premier ministre, Herman Van Rompuy ainsi que les ministres Turtelboom, De Crem, Reynders, Courard et Wathelet à cesser de se rejeter la responsabilité et d'agir immédiatement pour **réquisitionner les bâtiments libres**. Il est grand temps que le **gouvernement** prenne ses **responsabilités**, aujourd'hui, pour qu'il n'ait pas à gérer, demain, l'image indigne de la Belgique avec un camp de réfugié au cœur de Bruxelles.

Pour plus d'informations ou la réalisation d'une interview, merci de contacter

- Médecins Sans Frontières: Koen Baetens, service presse: 0475/40.60.76
- CIRÉ : Malou Gay, Directrice générale adjointe: 0475 44 81 87
- Vluchtelingenwerk Vlaanderen: Eef Heylighen: 0473/88.65.97
- Médecins du Monde : Noëlle Rodembourg, service presse : 0473 23 00 58
- Caritas International : Joëlle Verriest, service presse : 0473/76 24 62

Caritas, CIRÉ, MdM, MSF, VVV